

financement Mardi 30 novembre 2010

Les acteurs suisses du microcrédit veulent tirer les leçons de la crise en Inde

Par Frédéric Lelièvre

Le surendettement résulte d'une croissance «mal maîtrisée». La branche veut un code de bonne conduite

«Le cocktail indien? Surendettement, médiatisation de quelques cas dramatiques, trop d'argent et intervention publique.» Cédric Lombard résume la crise du microcrédit qui frappe depuis quelques mois l'Andhra Pradesh, une des régions les plus développées d'Inde. Près de 60 suicides ont été mis en relation avec des cas de surendettement. Sur 75 millions d'habitants, cela reste peu, relève Cédric Lombard. Mais les réactions sont vives car le microcrédit a un objectif «social», rappelle le cofondateur de BlueOrchard et Symbiotics, deux sociétés genevoises qui investissent dans la microfinance.

Responsabilité politique

Cette année, Cédric Lombard a créé Impact finance. Son but est d'évaluer les retombées sociales de ces microprêts accordés aux personnes pauvres. En Andhra Pradesh, «nous risquons de générer plus de pauvreté que de richesse», s'inquiète-t-il. Les ménages de cette région ont en moyenne 9,3 microcrédits auprès d'institutions de microfinance (IMF) et d'organisme locaux informels, soit jusqu'à 4 fois plus qu'ailleurs en Inde.

Klaus Tischhauser conteste cependant les liens entre surendettement et suicide. «En appelant à ne plus rembourser les prêts, les autorités politiques ont mis en difficulté les IMF ainsi que les banques qui les refinançaient», ajoute le directeur de ResponsAbility, une société zurichoise qui gère notamment un fonds de placement en microfinance de 500 millions de dollars.

«Cette crise est aussi un signe de maturité de l'industrie, précise Jean-Pierre Klumpp, directeur général de BlueOrchard Finance dont un des fonds pèse 520 millions de dollars. Chroniquement, la finance va trop loin. Lors des périodes de forte croissance, il est délicat de contenir l'enthousiasme pour éviter des débordements.»

Le marché mondial de la microfinance a reculé en 2009. «Les actifs sous gestion croissent de nouveau cette année, de 10%. Le marché pourra croître de 20 à 30% à l'avenir, mais plus au rythme passé (ndlr: 60% avant 2008)», estime Jean-Pierre Klumpp. Fin 2009, [on recensait](#) 92 millions de micro-emprunteurs pour 65 milliards de dollars de prêts.

Les excès du marché indien avaient pourtant été signalés il y a plus d'une année par des institutions comme le CGAP, un centre de recherche proche de la Banque mondiale. «L'Inde vivait cependant dans un état de déni», se souvient un expert indépendant qui s'y est rendu avant l'éclatement de la crise.

Pour Cédric Lombard, le cas de SKS est emblématique. Entrée en bourse cet été, cette institution de microcrédit d'Andhra Pradesh a vu son action grimper de 900 à 1400 roupies avant de tomber à 700 roupies. «Comment maîtriser le passage de 500 000 clients à 5,8 millions en cinq ans? On n'a jamais vu une telle progression, s'exclame le patron d'Impact Finance. A un moment, SKS n'a plus maîtrisé le système.» La course au nombre de prêts s'est faite au détriment de leur qualité. «Beaucoup de microbanques travaillent pour leurs actionnaires, qui visent une entrée en bourse, et non plus pour leurs clients», s'alarme-t-il.

L'impact financier de la crise en Andhra Pradesh sur le fonds ResponsAbility Global Microfinance sera néanmoins «faible», estime Klaus Tischhauser. La part du portefeuille investie dans la région ne représente que 0,13% du total. La performance du fonds que gère BlueOrchard pour la banque Dexia «n'a pas encore été affectée car la crise est très récente. Nos clients ont au maximum 50% de leurs prêts en Andhra Pradesh», rassure Jean-Pierre Klumpp. Les deux gérants disent que la crise au Nicaragua l'an passé les avait bien plus touchés. L'autre acteur genevois, Symbiotics, n'est lui pas présent en Inde.

Privilégier la qualité

Les grands investisseurs internationaux ont décidé d'agir pour prévenir de futures crises. «En octobre, ils se sont réunis pour préparer une charte de bonne conduite, qui implique de mesurer la performance sociale, se réjouit Jean-Pierre Klumpp. Chez BlueOrchard, cela fait partie de notre fonctionnement depuis 18 mois.» Concrètement, il propose, par exemple, que les agents des IMF «ne soient pas rémunérés que sur le volume de prêts qu'ils accordent, mais aussi en fonction de leur qualité».

La société de Cédric Lombard a développé un système pour mesurer l'impact social. Klaus Tischhauser le juge cependant «impossible» à quantifier «car trop complexe», même s'il le croit «positif». Pour lui, les IMF devraient diversifier leurs activités pour «ne plus seulement s'appuyer sur le microcrédit, mais aussi la micro-épargne. Ce serait un pas énorme pour l'établissement de structures pérennes».

«Mesurer la performance sociale coûte cher, reconnaît Cédric Lombard, mais c'est capital pour éviter le surendettement.» Il redoute de nouvelles crises, au Pérou et au Mexique.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA